

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères/commerce - Le Conseil
donne son feu vert pour l'ouverture
de négociations commerciales avec
l'Australie et la Nouvelle-Zélande -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne**
(Bruxelles, 22 mai 2018)

Le Conseil a autorisé ce jour la Commission à ouvrir des négociations commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande et a adopté des directives pour chacun des cycles de négociation.

La décision intervenue ce jour d'ouvrir des négociations commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande envoie à ces deux pays un signal fort indiquant que nous sommes attachés aux partenariats que nous avons conclus avec eux et que nous voulons renforcer nos liens actuels. Mais ce signal rappelle également au reste du monde l'importance que l'UE attache à l'ouverture, au libre-échange et à la coopération mondiale.

Emil Karanikolov, ministre de l'économie de la Bulgarie, laquelle exerce actuellement la présidence du Conseil de l'UE

Les accords commerciaux avec ces deux pays auraient essentiellement pour but de réduire encore les barrières commerciales existantes, de supprimer les droits de douane sur les biens et d'améliorer l'accès aux services et aux marchés publics en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les secteurs susceptibles de tirer le meilleur profit des ALE sont l'équipement automobile, les machines, les produits chimiques, l'industrie alimentaire et les services.

Les mandats s'attachent tout particulièrement à protéger les secteurs vulnérables tels que l'agriculture, en maximisant les avantages offerts par l'ouverture des marchés sans nuire aux producteurs locaux. Les mandats n'envisagent pas la libéralisation totale du commerce des produits agricoles, qui devraient bénéficier d'un traitement spécifique.

Les mandats prévoient un cadre global et moderne, fondé sur les normes les plus élevées en matière de protection des travailleurs, de sécurité, d'environnement et de protection des consommateurs.

La Commission avait présenté les projets de mandats en septembre 2017, à la suite de discussions préparatoires fructueuses qui avaient servi à définir la portée des futurs accords.

L'UE coopère déjà étroitement avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande sur des questions de politique économique et commerciale, dans le cadre d'accords de partenariat conclus respectivement en 2008 et 2017. L'UE a également conclu avec ces deux pays des accords bilatéraux de reconnaissance mutuelle de certains certificats techniques qui, en réduisant les coûts dus aux essais et à la certification dont font l'objet les exportations et les importations, facilitent le commerce de produits industriels. Bien que globalement limitées, les barrières commerciales restent, dans certains secteurs tels que l'agriculture ou le secteur textile, assez importantes.

Principales caractéristiques des échanges commerciaux avec l'Australie :

L'UE est le troisième partenaire commercial de l'Australie. En 2017, les échanges commerciaux bilatéraux annuels représentaient un montant de plus de 47,7 milliards d'euros, avec une balance commerciale excédentaire de plus de 21 milliards d'euros en faveur de l'UE. Les exportations de l'UE vers l'Australie se composent majoritairement de produits manufacturés, alors que ce qui domine dans les exportations de l'Australie vers l'UE, ce sont les produits miniers et agricoles. Les entreprises de l'UE fournissent à l'Australie des services commerciaux d'une valeur de près de 20 milliards d'euros et détiennent dans ce pays des investissements d'un montant supérieur à 160 milliards d'euros (chiffres de 2016).

Principales caractéristiques des échanges commerciaux avec la Nouvelle-Zélande:

Avec des échanges commerciaux bilatéraux annuels de plus de 8,7 milliards d'euros en 2017, l'UE est le deuxième partenaire commercial de la Nouvelle-Zélande, après l'Australie. Les exportations de la Nouvelle-Zélande vers l'UE sont largement dominées par les produits agricoles, tandis que les exportations de l'UE vers la Nouvelle-Zélande sont essentiellement constituées de produits manufacturés et de produits industriels. Pour l'UE, les échanges commerciaux avec la Nouvelle-Zélande donnent lieu à une balance commerciale excédentaire de 1,9 milliard d'euros (en 2017), et les entreprises de l'UE détiennent en Nouvelle-Zélande plus de 10 milliards d'euros d'investissements étrangers directs./.